



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECCTE NORD PAS-DE-CALAIS
Unité Territoriale du Pas-de-Calais
SCT

Affaire suivie par : Séverine TONUS
Michèle LELOIR

Téléphone : 03 21 60 28 19
Télécopie : 03 21 60 28 50
branches-entreprises@direccte.gouv.fr

Arras, le 17 novembre 2015

La Préfète du Pas-de-Calais

à

Mesdames et Messieurs les Maires du Département

(en communication à Madame et Messieurs
les Sous-Préfets d'arrondissement
et à Monsieur le Président
de l'Association des Maires du Pas-de-Calais)

Objet : Dérogations au principe du repos dominical des salariés dans les commerces de détail.

Réf. : Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques et plus particulièrement ses articles 241 à 257, modifiant les dispositions du code du travail relatives aux dérogations au repos dominical des salariés.

PJ. : Articles L.3132-20 à L. 3132-27-2 du code du travail.
Tableau récapitulatif des modifications apportées au dispositif de dérogation municipale.

Sans remettre en cause le principe du repos dominical, la loi du 6 août 2015 citée en référence a modifié certaines dispositions du code du travail en élargissant les possibilités d'ouverture des commerces de détail le dimanche, tout en réduisant les distorsions entre ces commerces et en garantissant les contreparties pour les salariés et le respect du principe du volontariat.

Outres les dérogations de droit liées aux contraintes de production dont la liste des activités concernées figure à l'article R 3132-5 du code du travail, les dérogations dans les commerces de détail alimentaires dont le repos hebdomadaire peut être donné le dimanche à partir de 13 heures et les dérogations accordées par mes soins afin d'éviter un préjudice au public ou de permettre le fonctionnement normal de l'établissement, il existe deux autres types de dérogations au repos dominical dans les commerces de détail.

1. Dérogations reposant sur un fondement géographique

La loi du 6 août 2015 précitée autorise les établissements de vente au détail mettant à disposition des biens et des services situés dans certaines zones du territoire à donner le repos hebdomadaire par roulement pour tout ou partie de leur personnel. Certains salariés pourront donc être amenés à travailler le dimanche, sur la base du volontariat et en bénéficiant de contreparties, notamment sous forme salariale.

Quatre types de zones sont définis par la loi : les zones touristiques internationales, les zones commerciales, les zones touristiques et certaines gares.

.../...

Actuellement, le département du Pas-de-Calais n'est concerné que par des zones touristiques, zones caractérisées par une affluence particulièrement importante de touristes, car la loi dispose que les communes classées d'intérêt touristique ou thermale et les zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente, créées avant la publication de la loi sont de droit, classées zones touristiques.

Ces communes sont les suivantes :

- AMBLETEUSE ;
- ARDRES ;
- ARRAS (une partie du territoire) ;
- BERCK-SUR-MER ;
- BOULOGNE-SUR-MER ;
- CALAIS ;
- COQUELLES ;
- ESCALLES ;
- FRETUN ;
- LE PORTEL ;
- LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ;
- MERLIMONT ;
- MONCHEL-SUR-CANCHE ;
- NEUFCHÂTEL-HARDELOT ;
- NOEUX-LES-MINES (une partie du territoire) ;
- RANG-DU-FLIERS ;
- SAINT-FOLQUIN ;
- SANGATTE ;
- WIMEREUX.

S'agissant de la création d'une nouvelle zone ou de la modification des zones existantes, celles-ci seront délimitées par arrêté du préfet de région, pris à la demande du maire concerné ou, après consultation des maires concernés, par le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, lorsque celui-ci existe et que le périmètre de la zone concernée excède le territoire d'une seule commune.

Le décret n° 2015-1173 du 23 septembre 2015 fixe les modalités d'application de ces dispositions, et notamment les critères de délimitation des différentes zones.

Pour bénéficier de la dérogation au repos dominical, les établissements situés dans ces zones devront être couverts par un accord collectif.

Celui-ci devra fixer :

- les contreparties, en particulier salariales, accordées aux salariés privés de repos dominical, ainsi que les engagements en termes d'emploi ou en faveur de certains publics ;
- les mesures destinées à faciliter la conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle des salariés ;
- les contreparties mises en œuvre par l'employeur pour compenser les charges induites par la garde des enfants

Dans les établissements de moins de 11 salariés, à défaut d'accord collectif, la faculté de déroger sera ouverte après consultation par l'employeur des salariés concernés sur les compensations accordées.

L'obligation d'être couvert par un accord (ou une décision unilatérale dans les établissements de moins de 11 salariés) s'appliquera pour les établissements situés dans les zones existantes à partir du 8 août 2017.

2. Dérogations accordées par le maire dans les commerces de détail

L'article L. 3132-26 du code du travail, modifié par la loi précitée (articles 250 à 257 III), dispose que :

« Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par an. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. »

« Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable. »

Ainsi, s'agissant de **l'année 2016**, il vous appartient de déterminer par arrêté, dès que possible, et en tout état de cause **avant le 31 décembre 2015**, les dimanches choisis au nombre de **12 maximum**, après avoir consulté, le conseil municipal et le cas échéant, l'organe délibérant de l'EPCI concerné.

Je vous précise que la dérogation accordée par arrêté municipal doit avoir un caractère collectif, bénéficiant ainsi à l'ensemble des commerçants de détail pratiquant la même activité dans la commune.

Les organisations d'employeurs et de salariés intéressées doivent obligatoirement être consultées préalablement à la décision du maire.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m², lorsque les jours fériés légaux, à l'exception du 1^{er} mai, sont travaillés, ils seront déduits des dimanches désignés par le maire, dans la limite de trois.

Comme antérieurement, chaque salarié privé de repos dominical au titre des « dimanches du maire » percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps

L'arrêté du maire doit ainsi déterminer les conditions dans lesquelles ce repos est accordé soit collectivement soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédent une fête légale, le repos compensateur devra être donné le jour de cette fête.

Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur pourront désormais travailler le dimanche, le refus ne constituant ni une faute ni un motif de licenciement.

Enfin lorsque le repos dominical est supprimé par décision du maire le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur devra prendre toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

Tels sont les éléments dont je tenais à vous faire part au sujet de ces nouvelles dispositions relatives aux dérogations au repos dominical des salariés pouvant être accordées.

Vous trouverez, ci-joint, pour votre complète information, la réglementation du code du travail correspondante et un document récapitulatif des modifications apportées au dispositif de la dérogation municipale.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout autre renseignement complémentaire.

Avec les meilleurs saluts.

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général

Marc DEL GRANDE

En poursuivant votre navigation sans modifier vos paramètres de cookies, vous acceptez l'utilisation des cookies. Pour gérer et modifier ces paramètres, cliquez ici Fermer



Legifrance.gouv.fr

LE SERVICE PUBLIC DE LA DIFFUSION DU DROIT

Chemin :

- Code du travail
- ▶ Partie législative
- ▶ TROISIÈME PARTIE : DURÉE DU TRAVAIL, SALAIRE, INTÉRESSEMENT, PARTICIPATION ET ÉPARGNE SALARIALE
- ▶ LIVRE Ier : DURÉE DU TRAVAIL, REPOS ET CONGÉS
- ▶ TITRE III : REPOS ET JOURS FÉRIÉS
- ▶ Chapitre II : Repos hebdomadaire
- ▶ Section 2 : Dérogations
- ▶ Sous-section 2 : Dérogations au repos dominical
- ▶ Paragraphe 3 : Autres dérogations au repos dominical

Sous-paragraphe 1 : Dérogations accordées par le préfet.

Article L3132-20

Lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être autorisé par le préfet, soit toute l'année, soit à certaines époques de l'année seulement suivant l'une des modalités suivantes :

- 1° Un autre jour que le dimanche à tous les salariés de l'établissement ;
- 2° Du dimanche midi au lundi midi ;
- Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine ;
- 4° Par roulement à tout ou partie des salariés.

Article L3132-21

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 241

Les autorisations prévues à l'article L. 3132-20 sont accordées pour une durée qui ne peut excéder trois ans, après avis du conseil municipal et, le cas échéant, de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre, de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de l'artisanat, ainsi que des organisations professionnelles d'employeurs et des organisations syndicales de salariés intéressées de la commune.

En cas d'urgence dûment justifiée et lorsque le nombre de dimanches pour lesquels l'autorisation prévue au même article L. 3132-20 n'excède pas trois, les avis préalables mentionnés au premier alinéa du présent article ne sont pas requis.

Article L3132-22

Les dispositions de l'article L. 3132-20 ne sont pas applicables aux Clercs, commis et employés des études et greffes dans les offices ministériels.

Article L3132-23

Modifié par LOI n°2009-974 du 10 août 2009 - art. 2 (V)

L'autorisation accordée à un établissement par le préfet peut être étendue à plusieurs ou à la totalité des établissements de la même localité exerçant la même activité, s'adressant à la même clientèle, une fraction d'établissement ne pouvant, en aucun cas, être assimilée à un établissement.

Les autorisations d'extension sont toutes retirées lorsque, dans la localité, la majorité des établissements intéressés le demande.

En poursuivant votre navigation sans modifier vos paramètres de cookies, vous acceptez l'utilisation des cookies.
Pour gérer et modifier ces paramètres, cliquez ici



Legifrance.gouv.fr

LE SERVICE PUBLIC DE LA DIFFUSION DU DROIT

Chemin :

Code du travail

▸ Partie législative

▸ TROISIÈME PARTIE : DURÉE DU TRAVAIL, SALAIRE, INTÉRESSEMENT, PARTICIPATION ET ÉPARGNE SALARIALE

▸ LIVRE Ier : DURÉE DU TRAVAIL, REPOS ET CONGÉS

▸ TITRE III : REPOS ET JOURS FÉRIÉS

▸ Chapitre II : Repos hebdomadaire

▸ Section 2 : Dérogations

▸ Sous-section 2 : Dérogations au repos dominical

▸ Paragraphe 3 : Autres dérogations au repos dominical

Sous-paragraphe 2 : Dérogations sur un fondement géographique

Article L3132-24

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 242

I. - Les établissements de vente au détail qui mettent à disposition des biens et des services et qui sont situés dans les zones touristiques internationales peuvent donner le repos hebdomadaire par roulement pour tout ou partie du personnel, dans les conditions prévues aux articles L. 3132-25-3 et L. 3132-25-4.

II. - Les zones touristiques internationales sont délimitées par les ministres chargés du travail, du tourisme et du commerce, après avis du maire et, le cas échéant, du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre ainsi que des organisations professionnelles d'employeurs et des organisations syndicales de salariés intéressées, compte tenu du rayonnement international de ces zones, de l'affluence exceptionnelle de touristes résidant hors de France et de l'importance de leurs achats.

III. - Trois ans après la délimitation d'une zone touristique internationale, le Gouvernement remet au Parlement une évaluation économique et sociale des pratiques d'ouverture des commerces qui se sont développées à la suite de cette délimitation.

IV. - Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

Article L3132-25

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 243

Les établissements de vente au détail qui mettent à disposition des biens et des services et qui sont situés dans les zones touristiques caractérisées par une affluence particulièrement importante de touristes peuvent donner le repos hebdomadaire par roulement pour tout ou partie du personnel, dans les conditions prévues aux articles L. 3132-25-3 et L. 3132-25-4.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

Article L3132-25-1

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 244

Les établissements de vente au détail qui mettent à disposition des biens et des services et qui sont situés dans les zones commerciales caractérisées par une offre commerciale et une demande potentielle particulièrement importantes, le cas échéant en tenant compte de la proximité immédiate d'une zone frontalière, peuvent donner le repos hebdomadaire par roulement pour tout ou partie du personnel, dans les conditions prévues aux articles L. 3132-25-3 et L. 3132-25-4.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

Article L3132-25-2

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 245

I. - La demande de délimitation ou de modification des zones définies aux articles L. 3132-25 et L. 3132-25-1 est faite par le maire ou, après consultation des maires concernés, par le président de l'établissement public

de coopération intercommunale à fiscalité propre, lorsque celui-ci existe et que le périmètre de la zone concernée excède le territoire d'une seule commune.

La demande de délimitation ou de modification de ces zones est transmise au représentant de l'Etat dans la région. Elle est motivée et comporte une étude d'impact justifiant notamment l'opportunité de la création ou de la modification de la zone.

II. - Les zones mentionnées au I sont délimitées ou modifiées par le représentant de l'Etat dans la région après avis :

- 1° Du conseil municipal des communes dont le territoire est concerné ;
- 2° Des organisations professionnelles d'employeurs et des organisations syndicales de salariés intéressées ;
- 3° De l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont sont membres les communes dont le territoire est concerné ;
- 4° Du comité départemental du tourisme, pour les zones touristiques mentionnées à l'article L. 3132-25 ;
- 5° De la chambre de commerce et d'industrie et de la chambre de métiers et de l'artisanat, pour les zones commerciales mentionnées à l'article L. 3132-25-1.

L'avis de ces organismes est réputé donné à l'issue d'un délai de deux mois à compter de leur saisine en cas de demande de délimitation d'une zone et d'un mois en cas de demande de modification d'une zone existante.

III. - Le représentant de l'Etat dans la région statue dans un délai de six mois sur la demande de délimitation dont il est saisi. Il statue dans un délai de trois mois sur une demande de modification d'une zone.

Article L3132-25-3

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 246 (V)

I. - Les autorisations prévues à l'article L. 3132-20 sont accordées au vu d'un accord collectif ou, à défaut, d'une décision unilatérale de l'employeur prise après référendum.

L'accord collectif fixe les contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical ainsi que les engagements pris en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficulté ou de personnes handicapées.

En l'absence d'accord collectif applicable, les autorisations sont accordées au vu d'une décision unilatérale de l'employeur, prise après avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel, lorsqu'ils existent, approuvée par référendum organisé auprès des personnels concernés par cette dérogation au repos dominical. La décision de l'employeur approuvée par référendum fixe les contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical ainsi que les engagements pris en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficulté ou de personnes handicapées. Dans ce cas, chaque salarié privé du repos du dimanche bénéficie d'un repos compensateur et perçoit pour ce jour de travail une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente.

Lorsqu'un accord collectif est régulièrement négocié postérieurement à la décision unilatérale prise sur le fondement de l'alinéa précédent, cet accord s'applique dès sa signature en lieu et place des contreparties prévues par cette décision.

II. - Pour bénéficier de la faculté de donner le repos hebdomadaire par roulement pour tout ou partie du personnel, prévue aux articles L. 3132-24, L. 3132-25, L. 3132-25-1 et L. 3132-25-6, les établissements doivent être couverts soit par un accord collectif de branche, de groupe, d'entreprise ou d'établissement, soit par un accord conclu à un niveau territorial, soit par un accord conclu dans les conditions mentionnées aux II à IV de l'article L. 5125-4.

Les accords collectifs de branche, de groupe, d'entreprise et d'établissement et les accords territoriaux prévoient une compensation déterminée afin de tenir compte du caractère dérogatoire du travail accompli le dimanche.

L'accord mentionné au premier alinéa du présent II fixe les contreparties, en particulier salariales, accordées aux salariés privés du repos dominical ainsi que les engagements pris en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficulté ou de personnes handicapées. Il prévoit également les mesures destinées à faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle des salariés privés du repos dominical. Le présent alinéa s'applique également aux établissements autres que ceux mentionnés à l'article L. 3132-12 pour leurs salariés qui travaillent dans la surface de vente d'un établissement situé dans l'une des zones mentionnées aux articles L. 3132-24, L. 3132-25 et L. 3132-25-1 ou dans l'une des zones mentionnées à l'article L. 3132-25-6.

L'accord fixe les contreparties mises en œuvre par l'employeur pour compenser les charges induites par la garde des enfants pour les salariés privés du repos dominical.

Dans les établissements de moins de onze salariés, à défaut d'accord collectif ou d'accord conclu à un niveau territorial, la faculté mentionnée au premier alinéa du présent II est ouverte après consultation par l'employeur des salariés concernés sur les mesures prévues au titre des deuxième à quatrième alinéas et

approbation de la majorité d'entre eux.

En cas de franchissement du seuil de onze salariés mentionné au cinquième alinéa, le premier alinéa est applicable à compter de la troisième année consécutive au cours de laquelle l'effectif de l'établissement employé dans la zone atteint ce seuil.

III. - Dans les cas prévus aux I et II du présent article, l'accord ou la décision unilatérale de l'employeur prise en application de l'article L. 3132-20 fixent les conditions dans lesquelles l'employeur prend en compte l'évolution de la situation personnelle des salariés privés du repos dominical.

Article L3132-25-4

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 247

Pour l'application des articles L. 3132-20, L. 3132-24, L. 3132-25, L. 3132-25-1 et L. 3132-25-6, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche. Une entreprise ne peut prendre en considération le refus d'une personne de travailler le dimanche pour refuser de l'embaucher. Le salarié qui refuse de travailler le dimanche ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. Le refus de travailler le dimanche pour un salarié ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement.

L'accord collectif ou les mesures proposées par l'employeur mentionnés au II de l'article L. 3132-25-3 déterminent les modalités de prise en compte d'un changement d'avis du salarié privé du repos dominical.

Pour l'application de l'article L. 3132-20, à défaut d'accord collectif applicable, l'employeur demande chaque année à tout salarié qui travaille le dimanche s'il souhaite bénéficier d'une priorité pour occuper ou reprendre un emploi ressortissant à sa catégorie professionnelle ou un emploi équivalent ne comportant pas de travail le dimanche dans le même établissement ou, à défaut, dans la même entreprise. L'employeur l'informe également, à cette occasion, de sa faculté de ne plus travailler le dimanche s'il ne le souhaite plus. En pareil cas, le refus du salarié prend effet trois mois après sa notification écrite à l'employeur.

En outre, le salarié qui travaille le dimanche peut à tout moment demander à bénéficier de la priorité définie à l'alinéa précédent.

En l'absence d'accord collectif, le salarié privé de repos dominical conserve la faculté de refuser de travailler trois dimanches de son choix par année civile. Il doit en informer préalablement son employeur en respectant un délai d'un mois.

L'employeur prend toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote au titre des scrutins nationaux et locaux lorsque ceux-ci ont lieu le dimanche.

Article L3132-25-5

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 248

Les articles L. 3132-25 et L. 3132-25-1 ne sont pas applicables aux commerces de détail alimentaire qui bénéficient des dispositions de l'article L. 3132-13.

Les commerces de détail alimentaire situés dans les zones mentionnées à l'article L. 3132-24 ou dans les emprises des gares mentionnées à l'article L. 3132-25-6 sont soumis, pour la période du dimanche s'achevant à treize heures, à l'article L. 3132-13. Après treize heures, ils peuvent donner le repos hebdomadaire par roulement pour tout ou partie du personnel selon les modalités définies aux II et III de l'article L. 3132-25-3 et à l'article L. 3132-25-4.

Article L3132-25-6

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 249

Un arrêté conjoint des ministres chargés des transports, du travail et du commerce peut, après avis du maire, le cas échéant du président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre, et des représentants des employeurs et des salariés des établissements concernés, autoriser les établissements de vente au détail qui mettent à disposition des biens et des services et qui sont situés dans l'emprise d'une gare qui n'est pas incluse dans l'une des zones mentionnées à l'article L. 3132-24 à donner le repos hebdomadaire par roulement pour tout ou partie du personnel, compte tenu de l'affluence exceptionnelle de passagers dans cette gare, dans les conditions prévues aux II et III de l'article L. 3132-25-3 et à l'article L. 3132-25-4.

Les avis requis en application du premier alinéa du présent article sont réputés donnés à l'issue d'un délai de deux mois à compter de la saisine des personnes et des organisations concernées.

En poursuivant votre navigation sans modifier vos paramètres de cookies, vous acceptez l'utilisation des cookies. Pour gérer et modifier ces paramètres, cliquez ici Fermer



Legifrance.gouv.fr

LE SERVICE PUBLIC DE LA DIFFUSION DU DROIT

Chemin :

Code du travail

▶ Partie législative

▶ TROISIÈME PARTIE : DURÉE DU TRAVAIL, SALAIRE, INTÉRESSEMENT, PARTICIPATION ET ÉPARGNE SALARIALE

▶ LIVRE Ier : DURÉE DU TRAVAIL, REPOS ET CONGÉS

▶ TITRE III : REPOS ET JOURS FÉRIÉS

▶ Chapitre II : Repos hebdomadaire

▶ Section 2 : Dérogations

▶ Sous-section 2 : Dérogations au repos dominical

▶ Paragraphe 3 : Autres dérogations au repos dominical

Sous-paragraphe 3 : Dérogations accordées par le maire.

Article L3132-26

Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 250 (V)

Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par an. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-1, à l'exception du 3°, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire au titre du présent article, dans la limite de trois.

A Paris, la décision mentionnée aux trois premiers alinéas est prise par le préfet de Paris.

Article L3132-26-1

Créé par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 252

Lorsque le repos dominical a été supprimé le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur prend toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

Article L3132-27

Modifié par LOI n°2009-974 du 10 août 2009 - art. 1

Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps.

L'arrêté pris en application de l'article L. 3132-26 détermine les conditions dans lesquelles ce repos est accordé, soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

Article L3132-27-1

Créé par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 253

Le premier alinéa de l'article L. 3132-25-4 est applicable aux salariés privés du repos dominical en application de l'article L. 3132-26.

En poursuivant votre navigation sans modifier vos paramètres de cookies, vous acceptez l'utilisation des cookies.
Pour gérer et modifier ces paramètres, cliquez [Ici](#) Fermer



Legifrance.gouv.fr

LE SERVICE PUBLIC DE LA DIFFUSION DU DROIT

Chemin :

Code du travail

- ▶ Partie législative
- ▶ TROISIÈME PARTIE : DURÉE DU TRAVAIL, SALAIRE, INTÉRESSEMENT, PARTICIPATION ET ÉPARGNE SALARIALE
- ▶ LIVRE Ier : DURÉE DU TRAVAIL, REPOS ET CONGÉS
- ▶ TITRE III : REPOS ET JOURS FÉRIÉS
- ▶ Chapitre II : Repos hebdomadaire
- ▶ Section 2 : Dérogations
- ▶ Sous-section 2 : Dérogations au repos dominical
- ▶ Paragraphe 4 : Concertation locale

Article L3132-27-2

- ▶ Créé par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 256

Dans le périmètre de chaque schéma de cohérence territoriale, le représentant de l'Etat dans la région réunit annuellement les maires, les présidents d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, les associations de commerçants et les organisations représentatives des salariés et des employeurs du commerce de détail, et organise une concertation sur les pratiques d'ouverture dominicale des commerces de détail au regard des dérogations au repos dominical prévues à la présente sous-section et de leur impact sur les équilibres en termes de flux commerciaux et de répartition des commerces de détail sur le territoire.

Liens relatifs à cet article

Créé par: LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 256

**MODIFICATIONS APPORTÉES AU DISPOSITIF DE LA DÉROGATION MUNICIPALE AU PRINCIPE DU REPOS DOMINICAL DES SALARIÉS
PAR LA LOI N°2015-990 DU 6 AOÛT 2015 POUR LA CROISSANCE, L'ACTIVITÉ ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES ÉCONOMIQUES**

	AVANT	APRÈS	OBSERVATIONS
Nombre de dimanches sur lesquels peut porter une dérogation municipale (art.L.3132-26)	5 dimanches par an	12 dimanches par an à partir du 1 ^{er} janvier 2016 9 dimanches pour l'année 2015	
Procédure administrative (art. L.3132-26 et R.3132-21)	Consultation préalable obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressées	Consultation préalable obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressées	Inchangé
Décision administrative (art. L.3132-26)	Décision du maire	Décision du maire après avis du conseil municipal	L'arrêté municipal qui fixe le choix et le nombre de dimanches doit faire l'objet d'une concertation préalable au niveau de la commune : la consultation du conseil municipal est désormais requise.
Volontariat des salariés (art. L.3132-27-1 et L.3132-25-4, 1^{er} alinéa)	En ce qui concerne la dérogation municipale, la loi ne réserve pas le travail dominical aux seuls salariés volontaires	Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche. Une entreprise ne peut prendre en considération le refus d'une personne de travailler le dimanche pour refuser de l'embaucher. Le salarié qui refuse de travailler le dimanche ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. Le refus de travailler le dimanche pour un salarié ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement.	Extension du champ d'application de la règle du volontariat des salariés aux dérogations collectives délivrées par le maire.
Contreparties au travail dominical (art. L.3132-27)	Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps. L'arrêté municipal détermine les conditions dans lesquelles ce repos est accordé, soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.	Inchangé	Tout salarié employé un dimanche sur autorisation du maire voit sa rémunération au moins doubler et bénéficie d'un repos compensateur (en supplément du repos hebdomadaire dû) dont la durée est égale au temps travaillé ce jour-là.
Commerces de détail alimentaire (art. L.3132-26, 3^{ème} alinéa)	Non spécifiquement visés par la loi	Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m ² , lorsque les jours légers légaux, à l'exception du 1 ^{er} mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire, dans la limite de 3.	Les établissements dont l'activité exclusive ou principale est la vente au détail de denrées alimentaires sont autorisés de plein droit à employer des salariés le dimanche jusqu'à 13 heures (art. L.3132-13 et R.3132-8).
Coïncidence d'un dimanche avec un jour de scrutin national ou local (art. L.3132-26-1)	La loi est muette à ce sujet	Lorsque le repos dominical a été supprimé le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur prend toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.	Obligation pour les employeurs d'aménager le temps de travail des salariés travaillant le dimanche pour leur permettre d'exercer leur droit de vote les dimanches d'élection, sans qu'ils aient besoin de faire usage du vote par procuration.
Bibliothèques (art. 250, II, de la loi n°2015-990 du 6 août 2015)	Non spécifiquement visées par la loi	Dans le cadre de la concertation préalable à la désignation des dimanches, le maire soumet au conseil municipal et, le cas échéant, à l'organe délibérant de l'EPCI la question de l'ouverture des bibliothèques.	

TYPE DE DÉROGATIONS	BASE JURIDIQUE	SPÉCIFICITÉS	AUTORITÉ ADMINISTRATIVE COMPÉTENTE	CONDITIONS D'OCTROI	PROCÉDURE	VOLONTARIAT DES SALARIÉS	CONTREPARTIES OBLIGATOIRES
<p>Dérogation temporaire sur demande (municipale)</p> <p>Dans le périmètre de chaque schéma de cohérence territoriale, le préfet de région réunit annuellement les maires, les présidents d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, les associations de commerçants et les organisations représentatives des salariés et des employeurs du commerce de détail, et organise une concertation sur les pratiques d'ouverture dominicale des commerces de détail au regard des dérogations au repos dominical et de leur impact sur les équilibres en termes de flux commerciaux et de répartition des commerces de détail sur le territoire (art. L.3132-27-2).</p>	<p>Article L.3132-26 du Code du travail</p>	<p>Dérogation à caractère collectif bénéficiant à l'ensemble des commerçants de détail dans la commune et non à chaque magasin pris individuellement</p> <p>et limitée à douze* dimanches par an pour chaque catégorie de commerces</p> <p>Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m², lorsque les jours fériés légaux, à l'exception du 1^{er} mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire, dans la limite de trois. *</p>	<p>Maire</p> <p>après avis du conseil municipal</p>	<p>Commerces de détail</p> <p>Les arrêtés municipaux ne peuvent être pris qu'au bénéfice d'une catégorie d'établissements exerçant la même activité commerciale sur le territoire de la commune sans pouvoir limiter leur champ d'application à un seul établissement dès lors que d'autres établissements de la commune exercent cette activité à titre principal, peu importe que les conditions d'exploitation soient différentes</p> <p>(Conseil d'État, arrêt n°289617 <i>Sté France-Printemps et autres</i>)</p>	<p>Consultation des organisations d'employeurs et de salariés intéressées (art. R.3132-21)</p> <p>La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante.</p> <p>Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.</p> <p>A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.</p>	<p>Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche (art. L.3132-27-1 et L.3132-25-4)</p> <p>Le refus d'un salarié de travailler le dimanche ne constitue ni une faute ni un motif de licenciement.</p> <p>Le salarié qui refuse de travailler le dimanche ne peut faire l'objet d'aucune mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail.</p> <p>Le refus d'une personne de travailler le dimanche ne peut être pris en compte dans la décision de ne pas l'embaucher.</p>	<p>Rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement prévue pour une durée du travail équivalente et repos compensateur équivalent en temps (art. L.3132-27)</p> <p>Le maire est tenu de fixer les conditions dans lesquelles le repos compensateur est accordé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit collectivement, soit par roulement, - de façon anticipée ou différée et ce, dans la quinzaine qui précède ou, selon le cas, qui suit le dimanche travaillé. <p>Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.</p>

*** à partir du 1^{er} janvier 2016**

(9 dimanches en 2015
 Art. 257, III, de la loi n°2015-990 du 6 août 2015)